REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

1re CIRCONSCRIPTION



Elections Législatives du 12 Mars 1978



Roger GORSE

Yves MAROIS

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,

Vous êtes, dans la première circonscription de Périgueux, 80.000 électrices et électeurs. Vous êtes différents par l'âge, l'activité professionnelle, la situation familiale mais aussi par vos préférences idéologiques, vos aspirations ou même vos goûts. Cette diversité est une bonne chose et nous ne vous demandons pas d'y renoncer, car nous sommes véritablement pour le pluralisme et pour le droit de chacun de choisir sa vie.

Mais, vous le savez bien, c'est aujourd'hui, avec le régime des Giscard d'Estaing, Barre, Guéna, que la très grande majorité d'entre vous ne peut pas choisir sa vie. C'est vrai pour les milliers de chômeurs, pour les jeunes à qui il est interdit de vivre au Pays, pour les salariés qui se privent sur tout, pour les agriculteurs dont le revenu baisse pour la cinquième année consécutive, pour les personnes âgées qui ont contribué à créer les richesses de notre Pays et à qui des conditions indignes sont imposées, pour les petits et moyens entrepreneurs, artisans et commerçants qui se demandent s'ils vont pouvoir survivre. La misère existe, nous l'avons rencontrée, et la sous-alimentation, voire la faim, frappent de nombreux foyers où l'électricité a déjà été coupée.

Il y a aussi parmi vous des femmes et des hommes pour qui la vie est moins cruelle mais qui sont révoltés par les injustices intolérables, qui refusent les inégalités monstrueuses qui permettent à certains de gagner en un jour plus qu'un smicard en un an ou de dilapider en un soir, au casino, des sommes qu'un travailleur mettrait des siècles à obtenir par son salaire.

Car telle est la réalité dans notre Pays, dans notre département, dans la circonscription dont M. Yves Guéna est député depuis seize ans et où la situation, à maints égards, n'est pas meilleure mais pire qu'ailleurs. M. Guéna ne peut pas dire qu'il n'a pas voulu cela. C'est au contraire un homme qui a contribué à l'élaboration et à l'application d'une politique qui a conduit la France et son Peuple au désastre. Les promesses qu'il fait aujourd'hui ne valent pas plus que celles qu'il prodiguait hier.

Lui et les siens vous disent : mais c'est la Crise. Il n'y a pas de responsables quand un tremblement de terre ou une inondation sèment la dévastation et le malheur. Mais l'économique et la politique sont affaires d'hommes et ne relèvent pas de la fatalité. La crise est due aux vices d'un système dont la seule préoccupation est d'accumuler de plus en plus de richesses entre les mains d'une minorité de privilégiés en écrasant les plus faibles, en cassant des usines entières, en sacrifiant l'intérêt de la France et l'indépendance nationale à la soif de profits égoïstes.

L'inhumanité et l'absurdité d'un tel système sont devenues de plus en plus insupportables. L'austérité qui est imposée à la majorité des Français nourrit et aggrave la crise. Les mesures que nous préconisons et qui sont celles d'un bon Programme commun actualisé, correspondent à la fois à une élémentaire justice et à la nécessité de sortir le pays de la tourmente dans laquelle l'ont entraîné les responsables de la majorité sortante.

Nous ne reviendrons pas sur le détail de ces mesures, que nous avons largement exposées au cours de notre campagne, et qui s'insèrent dans une grande politique sociale, dans un vaste dessein pour l'élargissement des libertés, l'épanouissement de la démocratie, pour une France indépendante.

Notre seule arme dans cette campagne électorale a été la Vérité. Nous n'avons pas cherché à plaire à tout le monde, en faisant des sourires à droite et à gauche. Nous avons dit clairement qu'il fallait faire payer les riches en instaurant un impôt sur le capital et un impôt progressif sur les fortunes supérieures à deux millions de francs lourds, en assurant le minimum de nationalisations sans lesquelles les promesses de changement seraient un leurre. En Dordogne, une seule entreprise serait nationalisée : les Papeteries de Condat. Ce qui est une réponse suffisante aux mensonges de M. Guéna sur le « collectivisme » que nous voudrions instaurer. Nous avons dit clairement que la seule alternative à la crise était la mise en œuvre d'un bon Programme commun de la gauche actualisé.

Nos partenaires socialistes ont quitté la table des négociations dans la nuit du 22 au 23 septembre. Cent fois depuis, le Parti Communiste les a invités à revenir à la discussion sans préalable et sans perte de temps. Au moment où nous écrivons ces lignes à votre intention, le Parti Socialiste oppose un refus obstiné malgré la très large ouverture faite par Georges Marchais au nom de notre Parti. Il dit : nous verrons après les élections, demandant ainsi un chèque en blanc. Mais ceux d'entre vous qui sont en âge de se souvenir ont gardé la mémoire du temps où ils votaient à gauche pour se voir imposer ensuite une politique de droite. Mais le changement est devenu pour le plus grand nombre d'entre vous une aspiration intense. Ce changement est possible à la condition que le Parti Communiste soit suffisamment influent pour le garantir, à condition qu'il y ait des ministres communistes pour contribuer à le mener à bien.

Nombre d'entre vous ne partagent pas toutes nos idées ou sont même éloignés de conceptions auxquelles nous sommes attachés. Nous leur disons : nous ne vous demandons pas de renoncer à aucune de vos préférences, nous ne vous demandons pas de vous « rallier » à nous. Nous vous demandons seulement de peser l'enjeu du scrutin du 12 mars.

Or, les choses sont telles que le changement passe par le vote en faveur des candidats du Parti Communiste. C'est vrai au plan national, car chaque voix sera comptabilisée et si nos propositions d'union, de négociation et d'accord avec nos partenaires sont largement soutenues, la balance penchera du bon côté. C'est vrai au plan local où il s'agit de battre un homme particulièrement représentatif de la politique nocive du gouvernement giscardien et où, comme l'ont montré toutes les élections passées, nous sommes seuls en situation de le faire.

Nous vous disons franchement : voter, le 12 mars, pour les candidats du Parti Communiste, cela signifie la reprise des négociations avec nos partenaires dès le 13, la victoire le 19. Et votre vie commencera à changer.

Roger GORSE

Secrétaire Fédéral du Parti Communiste Français
Conseiller Général
Conseiller Régional

Candidat du Parti Communiste Français
pour l'Union et le changement

Yves MAROIS

Maire de SAINT-LEON-SUR-L'ISLE

SUPPLÉANT ÉVENTUEL

Vu : Les Candidats

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS